

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher  
ZA n° 2 « Les Ailes »  
25, rue des Ailes  
37210 PARÇAY-MESLAY

Parçay-Meslay, le 06/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/04/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **AFM RECYCLAGE**

rue du Colombier  
ZI des Yvaudières  
37700 Saint-Pierre-des-Corps

Références : VAT20220192

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/04/2022 dans l'établissement AFM RECYCLAGE implanté rue du Colombier, ZI des Yvaudières, 37700 Saint-Pierre-des-Corps. L'inspection a été annoncée le 22/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AFM RECYCLAGE
- rue du Colombier, ZI des Yvaudières, 37700 Saint-Pierre-des-Corps
- Code AIOT dans GUN : 0010005887
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ex IED - MTD

#### **– Situation de l'entreprise :**

La société AFM Recyclage exerce, sur son site de St Pierre-des-Corps, une activité de la collecte, le tri et le transit des métaux et d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage (VHU). Cet établissement emploie 10 personnes.

#### **– Point sur le classement de l'établissement :**

Les activités du site sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 avril 2010. L'arrêté préfectoral complémentaire n° 20957 du 7 septembre 2020, met à jour la situation

administrative de l'établissement. De plus, l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20956 du 7 septembre 2020 porte agrément du centre VHU de l'établissement.

Rubriques de classement de l'établissement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) :

- 2710-1.a : installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, collecte de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents étant de 15 t (autorisation) ;
- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux, la quantité de déchets traités étant de 30 t/j (autorisation) ;
- 2718-1 : installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, la quantité de déchets susceptibles d'être présents étant de 40,28 t (autorisation) ;
- 2713-1 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, la surface étant de 2 740 m<sup>2</sup> (enregistrement) ;
- 2710-2.b : installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets, collecte de déchets non-dangereux, le volume de déchets susceptibles d'être présents étant de 250 m<sup>3</sup> (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2711-2 : installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, le volume susceptible d'être entreposé étant de 300 m<sup>3</sup> (déclaration avec contrôle périodique) ;
- 2714-2 : installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, le volume de susceptible d'être présents étant de 210 m<sup>3</sup> (déclaration).

Le centre VHU n'est pas classé au titre de la nomenclature ICPE (surface maximale de 99 m<sup>2</sup>, le seuil du régime de l'enregistrement étant fixé à 100 m<sup>2</sup>).

– Projets et investissements :

L'exploitant précise que la cisaille du site a été démontée et doit être remplacée. Il indique également qu'il prévoit des travaux de réfection des sols de son établissement.

– Incidents ou accidents :

L'exploitant ne signale aucun incident ou accident d'ordre environnemental depuis la mise en service de l'installation.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- gestion des suites de la visite d'inspection précédente ;
- gestion des déchets ;
- prévention des accidents.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Gestion des VHU	AP Complémentaire du 01/09/2020, article I > 10°	/	Mise en demeure, respect de prescription
Aires de circulation	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 7.2.2.4.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Aires d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 1.2.2.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Réseaux de collecte des effluents	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 4.2.3.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Moyens d'intervention contre un incendie	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 6.6.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 7.2.3.2 > 1.	/	Mise en demeure, respect de prescription
Confinement des eaux potentiellement polluées par un sinistre	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 4.2.4.1	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Surface du centre VHU	AP Complémentaire du 19/09/2020, article 3	/	Sans objet
Registre des déchets entrants 2021	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 1er	/	Sans objet
Registre des déchets entrants 2022	Arrêté Ministériel du 21/05/2021, article 1er	/	Sans objet
Registre des déchets sortants 2021	Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2	/	Sans objet
Registre des déchets sortants 2022	Arrêté Ministériel du 21/05/2021, article 2	/	Sans objet
Procédure d'information préalable	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.	/	Sans objet
Procédure d'admission	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > III.	/	Sans objet
Attestation de valorisation	Code de l'environnement, article D. 543-284	/	Sans objet
Protection contre la foudre.	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 6.3.4.	/	Sans objet
Vérification des moyens d'intervention.	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 6.6.2.	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des stocks des déchets	AP Complémentaire du 19/09/2020, article 2	/	Sans objet
Déchets admissibles	AP Complémentaire du 19/09/2020, article 4	/	Sans objet
Affichage du l'agrément VHU	AP Complémentaire du 01/09/2020, article 4	/	Sans objet
Déclaration VHU	AP Complémentaire du 01/09/2020, article I > 5°	/	Sans objet
Nombre de VHU admis	AP Complémentaire du 01/09/2020, article 3	/	Sans objet
Remise des déchets à une personne autorisées	Code de l'environnement, article L. 541-2	/	Sans objet
Admissibilité des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.	/	Sans objet
Hauteur d'entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.	/	Sans objet
Opérations de tri des déchets	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > V.	/	Sans objet
Localisation des risques.	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 6.2.2.	/	Sans objet
Rétentions	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 6.5.3.	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 6.3.3.	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : État des stocks des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/09/2020, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Cumul des tonnages de déchets dangereux : 40,8 tonnes ; Surface de l'installation de tri, transit, regroupement de déchets de métaux non dangereux : 2 740 m <sup>2</sup> ; Volume de déchets d'équipements électriques et électroniques : 300 m <sup>3</sup> ; Volume de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois : 210 m <sup>3</sup> .
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> Examen de l'état des stocks en date du 05/04/2022 : <ul style="list-style-type: none"><li>- présence de 10 t de déchets dangereux (8 t de batteries et 2 t de déchets issus de la dépollution des VHU) ;</li><li>- présence de 6 t de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) ;</li><li>- présence de 7 t de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc (pneus compris), bois ;</li><li>- absence de déchets de textiles.</li></ul> Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>- les quantités de déchet présentes sont cohérentes avec l'état de stocks ;</li><li>- les déchets de métaux sont stockés dans les cases prévues à cet effet ou dans les zones de tri, sans dépassement des surfaces affectées ;</li><li>- les déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, pneus et bois sont stockés dans des bennes dédiées (non pleines).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Surface du centre VHU

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/09/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est en mesure de justifier la somme des surfaces élémentaires occupées par les différentes activités liées à l'activité du centre VHU qui sont les surfaces occupées pour : <ul style="list-style-type: none"><li>- le stockage des VHU avant leur démontage ;</li><li>- les ateliers de démontages et/ou de cisailage ;</li><li>- le stockage des déchets issus des VHU ;</li><li>- les équipements connexes aux activités du centre VHU.</li></ul> L'ensemble des différentes surfaces est matérialisé physiquement au sol et ne dépasse pas 99 m <sup>2</sup> .
<b>Constats :</b> L'exploitant n'a pas matérialisé physiquement la totalité des surfaces affectées à son centre VHU. Par ailleurs, il doit démontrer que la somme de ces surfaces (incluant le stockage des VHU avant leur démontage, les ateliers de démontages et/ou de cisailage, le stockage des déchets issus des VHU dépollués ou démontés, le stockage des VHU dépollués (qui font partie intégrante des déchets issus des VHU à dépolluer) et les équipements connexes aux activités du centre VHU) est inférieure ou égale à 99 m <sup>2</sup> .
<b>Observations :</b> L'exploitant déclare que les opérations qu'il réalise sur les VHU se limitent à la dépollution. Les VHU sont ensuite expédiés vers une installation qui achève leur démontage et réalise leur broyage.  Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>- présence d'une zone d'entreposage des VHU non dépollués de 75 m<sup>2</sup>. Cette zone est signalée par un panneau, un marquage au sol la délimitant a été réalisé, toutefois il est en grande partie effacé (seuls quelques marques ponctuelles subsistent) ;</li><li>- présence d'une zone de dépollution des VHU. Elle est constituée d'une zone sur rétention de 15 m<sup>2</sup> (6 x 2,5 m) et d'un stockage complémentaire de fluides issus de la dépollution de 3 m<sup>2</sup> (trois conteneurs de 1 m<sup>3</sup>). La zone sur laquelle sont positionnés les VHU en cours de dépollution n'est pas matérialisée au sol ;</li><li>- absence de pièces usagées issues des VHU et non destinées à être réutilisées. La zone dédiée à leur entreposage n'est pas matérialisée au sol ;</li><li>- absence de VHU dépollués. La zone dédiée à leur entreposage n'est pas matérialisée au sol.</li></ul> L'exploitant déclare qu'il ne comptabilise pas la zone d'entreposage des VHU dépollués dans la surface de son installation et qu'il considère ces VHU comme des déchets de ferraille. Toutefois, cette interprétation est erronée : <ul style="list-style-type: none"><li>- après leur dépollution et jusqu'à leur broyage, les VHU sont considérés comme tel (code déchet 16 01 06) et doivent toujours faire l'objet d'un suivi spécifique (bordereau de suivi des VHU) ;</li><li>- d'après la note d'interprétation de la rubrique 2712 (version du 10 décembre 2020 ) l'ensemble des surfaces dédiées à l'activité VHU sont à prendre en compte. Cela inclut le stockage des VHU avant leur démontage, les ateliers de démontages et/ou de cisailage, le stockage des déchets issus des VHU dépollués ou démontés, le stockage des VHU dépollués (qui font partie intégrante des déchets issus des VHU à dépolluer), les équipements connexes aux activités du centre VHU. Seules les surfaces dédiées aux pièces issues de la dépollution ou du démontage ET destinées à être réutilisées en sont exclues.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Déchets admissibles**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 19/09/2020, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les matériaux, substances et objets non dangereux acceptés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- les papiers et cartons ;</li><li>- le bois ;</li><li>- les plastique ;</li><li>- les pneumatiques usagés ;</li><li>- les métaux ;</li><li>- les DEEE ;</li><li>- les déchets non dangereux en mélange ;</li><li>- les gravats ;</li><li>- les ferrailles ;</li><li>- le verre.</li></ul> Les déchets et substances dangereux acceptés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- les véhicules hors d'usage ;</li><li>- les déchets dangereux issus de la dépollution des VHU ;</li><li>- les piles et les batteries au plomb.</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> Examen de l'état des stocks en date du 05/04/2022 et du registre des déchets entrants 2021 : absence de déchets non admissibles par l'exploitant.  Visite de l'installation : pas de présence de déchets non admissibles constatée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Affichage du l'agrément VHU**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/09/2020, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> La société AFM RECYCLAGE est tenue, d'afficher de façon visible à l'entrée de son installation son numéro d'agrément.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> Le numéro d'agrément VHU de l'installation est affiché à l'accueil du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle : Déclaration VHU**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/09/2020, article I > 5°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant du centre VHU est tenu de communiquer chaque année au préfet du département dans lequel l'installation est exploitée, et à l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, sous forme électronique à partir de 2013, la déclaration prévue par l'application du 5° de l'article R. 543-164 du code de l'environnement.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente la déclaration ADEME qu'il a réalisée le 28/03/2022 au titre de l'année 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Nombre de VHU admis**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/09/2020, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> La quantité maximale annuelle admise dans l'installation (VHU entrant) est de 1500 véhicules hors d'usage par an.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> Examen de la déclaration ADEME de l'exploitant établie au titre de l'année 2021 : l'exploitant a admis 278 VHU en 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## Nom du point de contrôle : Gestion des VHU

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 01/09/2020, article I > 10°
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant du centre VHU est tenu de se conformer aux dispositions relatives aux sites de traitement et de stockage des véhicules et des fluides, matériaux ou composants extraits de ces véhicules, suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;</li> <li>- les emplacements affectés à l'entreposage des véhicules hors d'usage non dépollués sont revêtus, pour les zones appropriées comprenant a minima les zones affectées à l'entreposage des véhicules à risque ainsi que les zones affectées à l'entreposage des véhicules en attente d'expertise par les assureurs, de surfaces imperméables avec dispositif de collecte des fuites, décanteurs et épurateurs-dégraisseurs ;</li> <li>- les emplacements affectés au démontage et à l'entreposage des moteurs, des pièces susceptibles de contenir des fluides, des pièces métalliques enduites de graisses, des huiles, produits pétroliers, produits chimiques divers sont revêtus de surfaces imperméables, lorsque ces pièces et produits ne sont pas eux-mêmes contenus dans des emballages parfaitement étanches et imperméables, avec dispositif de rétention ;</li> <li>- les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs appropriés ;</li> <li>- les fluides extraits des véhicules hors d'usage (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydrauliques, liquides de refroidissement, liquides antigel, liquides de freins, acides de batteries, fluides de circuits d'air conditionné et tout autre fluide contenu dans les véhicules hors d'usage) sont entreposés dans des réservoirs appropriés, le cas échéant séparés, dans des lieux dotés d'un dispositif de rétention ;</li> <li>- les eaux issues des emplacements affectés au démontage des moteurs et pièces détachées, mentionnées ci-dessus, y compris les eaux de pluie ou les liquides issus de déversements accidentels, sont récupérées et traitées avant leur rejet dans le milieu naturel, notamment par passage dans un décanteur-déshuileur ou tout autre dispositif d'effet jugé équivalent par l'inspection des installations classées ;</li> <li>- le demandeur tient le registre de police défini au chapitre Ier du titre II du livre III de la partie réglementaire du code pénal.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b> La dalle de la zone de stockage des VHU non dépollués est dégradée. Par ailleurs, les fluides issus des VHU sont susceptibles de s'écouler en dehors de la dalle, sur une zone non revêtue.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant présente son registre de police. Présence, dans la zone des VHU à dépolluer d'un véhicule immatriculé DV 645 NQ. Ce véhicule est bien présent dans le registre précité. Par ailleurs, l'exploitant présente la carte grise (barrée) ainsi que le certificat d'achat pour destruction correspondants.</p> <p>Visite du centre VHU :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- zone affectée à l'entreposage des VHU non dépollués : les véhicules sont stockés sur une dalle, présence d'un dispositif de collecte des fuites (avaloir) relié au décanteur/déshuileur du site. Toutefois, la dalle est dégradée (fissures), de plus, l'avaloir est encrassé et, en l'absence de bordures en limite de la dalle, les écoulements sont susceptibles de se répandre sur le sol non revêtu ;</li> <li>- absence de VHU dépollués et de zone spécialement affectée à leur entreposage (voir point de contrôle relatif à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/09/2020) ;</li> <li>- zone de démontage : présence d'une dalle béton en bon état et d'une zone placée sur rétention de 15 m<sup>2</sup> (6 x 2,5 m) située dans le bâtiment du site, les fluides sont recueillis par un avaloir situé en dehors du bâtiment et dirigés vers le décanteur/déshuileur ;</li> <li>- absence de pièces grasses ou de moteurs issus des VHU dépollués (voir point de contrôle relatif à l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 19/09/2020) ;</li> </ul>

- les batteries issues des VHU sont entreposées dans des conteneurs appropriés situés dans le bâtiment du site ;
- les fluides issus de la dépollution des VHU sont entreposés dans des réservoirs (cinq conteneurs de 1 m<sup>3</sup> et quatre fûts de 200 l), sur rétention, et placés dans le bâtiment du site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

### Nom du point de contrôle : Registre des déchets entrants 2021

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 1er

**Thème(s) :** Risques chroniques, Gestion des déchets

**Prescription contrôlée :**

Les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets, notamment de tri, établissent et tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets entrants.

Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :

- la date de réception du déchet ;
- la nature du déchet entrant [...] ;
- la quantité du déchet entrant ;
- le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs [...], ainsi que leur numéro de récépissé [...] ;
- le cas échéant, numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets ;
- le cas échéant, numéro de notification prévu par [l'annexe VII du règlement n°1013/2006 (TTD)] ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation [...].

**Constats :** Le registre des déchets entrants établi au titre de l'année 2021 comporte des erreurs (certains codes de traitement non appropriés) et des lacunes (données du transporteur non renseignées de manière systématique).

**Observations :** Examen du registre des déchets entrants concernant l'année 2021 :

- ce registre est prévu pour recueillir l'ensemble des informations requises (une colonne par item) ;
- le code de traitement attribué aux VHU (16 01 04\*) reçus le 05/07/21 est R13 (transit), or ces véhicules ont fait l'objet d'une dépollution. Le traitement opéré relève donc du code R12 (prétraitement avant opération R1 à R11, y compris démantèlement de VHU - cf. annexe IV de l'arrêté du 31 janvier 2008) ;
- le code de traitement aux métaux (17 04 05) reçus le 04/01/2021 est R4 (recyclage ou récupération des composés métalliques). Or, l'opération réalisée dans l'établissement correspond à un prétraitement correspondant au code R12 ;
- le nom, l'adresse et le numéro de récépissé de certains transporteurs de déchet ne sont pas renseignés : c'est le cas pour l'apport de 600 kg de métaux ferreux (16 01 17) du 02/07/2021.

Examen du bordereau de suivi de déchet dangereux (BSD) n° 147172-0 (admission de 1,34 tonnes d'accumulateurs au plomb (16 06 01\*) le 16/02/2021) : ce BSD est complet et correctement renseigné.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Registre des déchets entrants 2022**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/05/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Le registre des déchets entrants contient au moins les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date de réception du déchet [...] ;</li><li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li><li>- le code du déchet entrant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li><li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li><li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...] ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li><li>- la quantité de déchet entrant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li><li>- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;</li><li>- la raison sociale et le numéro SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li><li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li><li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li><li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;</li><li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].</li></ul>
<b>Constats :</b> Le registre des déchets entrants établi au titre de l'année 2022 est incomplet.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente son registre des déchets entrants concernant l'année 2022 : les informations qu'il renseigne sont similaires à celles de son registre concernant l'année 2021 (la quantité est exprimée en kg, absence de la dénomination du déchet, de son caractère POP, des numéros de SIRET du producteur initial/expéditeur/transporteur/éco-organisme...).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Registre des déchets sortants 2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/02/2012, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la date d'expédition du déchet ;</li><li>- la nature du déchet sortant [...] ;</li><li>- la quantité du déchet sortant ;</li><li>- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;</li><li>- le nom et l'adresse du ou des transporteurs [...], ainsi que leur numéro de récépissé [...] ;</li><li>- le cas échéant, numéro du ou des bordereaux de suivi des déchets ;</li><li>- le cas échéant, numéro de notification prévu par [l'annexe VII du règlement n°1013/2006 (TTD)] ;</li><li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié [...] ;</li><li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541.1-II du code de l'environnement.</li></ul>
<b>Constats :</b> Le registre des déchets sortants établi au titre de l'année 2021 comporte des erreurs (certains codes déchets non appropriés, incohérences entre les codes de traitement et la qualification du traitement final, erreurs en ce qui concerne certains transporteurs) et des lacunes (absence de certains déchets sortants, des numéros de notification prévus par l'annexe VII du règlement n°1013/2006 (transport transfrontalier de déchets), données du transporteur et qualification du traitement final non renseignées de manière systématique).
<b>Observations :</b> Examen du registre des déchets sortants concernant l'année 2021 : <ul style="list-style-type: none"><li>- ce registre est prévu pour recueillir l'ensemble des informations requises (une colonne par item) ;</li><li>- certains codes déchet attribués sont erronés. En effet, l'exploitant attribue le code 17 04 05 aux déchets de métaux expédiés le 28/06/2021, le code 20 01 35* aux DEEE expédiés le 30/08/2021, le code 20 01 35* aux DEEE expédiés le 30/08/2021, le code 20 01 23* aux équipements contenant des CFC expédiés le 10/09/2021 ou encore 12 01 01 aux chûtes de métaux ferreux expédiées le 07/09/2021. Toutefois, ces codes ne correspondent pas à l'activité exercée par l'exploitant, qui relève des codes des rubriques 19 (déchets provenant des installations de traitement des déchets) et 16 (déchets non décrits ailleurs – concernant notamment les VHU et les déchets qui en sont issus). Par ailleurs, l'exploitant déclare qu'il attribue un code déchet correspondant à de la ferraille aux VHU dépollués qu'il expédie, toutefois ces déchets relèvent du code 16 01 06 ;</li><li>- le nom, l'adresse et le numéro de récépissé de certains transporteurs de déchet ne sont pas renseignés : c'est le cas pour l'expédition de 16,52 t de déchets de métaux (17 04 05) du 30/09/2021 ;</li><li>- le numéro de récépissé de certains transporteurs de déchet n'est pas renseigné : c'est le cas pour le transport de 18,36 t de déchets de métaux (17 04 05) du 18/02/2021 par ROUXEL TP SAS ;</li><li>- le numéro de notification prévu par l'annexe VII du règlement n°1013/2006 (transport transfrontalier de déchets) n'est pas renseigné : c'est le cas pour pour l'expédition de 23,6 t d'accumulateurs au plomb (16 06 01*) du 19/04/2021 vers Albalate del Arzobispo en Espagne. Par ailleurs, l'examen du document de suivi (annexe VII) correspondant à cette expédition révèle que ce déchet a été transporté par la société SERTRANIN alors que le registre des déchets sortants indique qu'il a été transporté par DERICHEBOURG ESPAÑA ;</li><li>- la qualification du traitement final n'est pas systématiquement indiquée : elle est absente pour l'expédition de 10,56 kg de DEEE (20 01 35*) du 05/01/2021 ;</li><li>- la qualification du traitement final est parfois incohérente avec le code de traitement du déchet renseigné : c'est le cas pour l'expédition de 1,34 t de DIB (19 12 12) du 04/01/2021 pour lequel le code de traitement R13 (transit avant opération de récupération, recyclage ou valorisation) n'est pas compatible avec la qualification « élimination » ;</li><li>- absence des déchets issus de la dépollution des VHU : l'exploitant a expédié 900 kg d'huiles usées (13 02 05*) le 27/10/2021, toutefois cette expédition n'est pas reportée dans le registre des déchets sortants.</li></ul>

Examen du BSD n° 0836 (expédition de 9,18 tonnes de DEEE (20 01 35*) le 18/02/2021 vers AFM Recyclage à Rennes) : : ce BSD est complet et correctement renseigné.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Registre des déchets sortants 2022

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 21/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> <li>- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;</li> <li>- s'il s'agit de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle [...] ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;</li> <li>- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m<sup>3</sup> ;</li> <li>- l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;</li> <li>- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;</li> <li>- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;</li> <li>- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 [...] ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 [...] ;</li> <li>- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle [...].</li> </ul>
<b>Constats :</b> Le registre des déchets sortants établi au titre de l'année 2022 est incomplet.
<p><b>Observations :</b> L'exploitant présente son registre des déchets sortants concernant l'année 2022 : les informations qu'il renseigne sont similaires à celles de son registre concernant l'année 2021 (la quantité est exprimée en kg, absence de la dénomination du déchet, de son caractère POP, des numéros de SIRET du producteur initial/établissement recevant le déchet/transporteur/éco-organisme...).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Remise des déchets à une personne autorisées

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L. 541-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> Vérification par sondage : - l'exploitant dispose du récépissé du 14/04/2016 relatif à la déclaration au titre des ICPE de l'installation VALORDIS SAS à Fixin (21) vers laquelle il a envoyé des pots catalytiques usés contaminés par des substances dangereuses (16 08 07*) le 18/02/2021. Cette installation est soumise à DC en ce qui concerne la rubrique 2718 relative au transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ; - l'exploitant dispose du récépissé n° 193 délivré par la préfecture du Morbihan le 03/08/2020 (en cours de validité) autorisant la société ROUXEL TP à Caudan (56) à transporter des déchets dangereux et non dangereux ; - l'exploitant dispose de l'annexe VII n° FR 2020 0370008 concernant l'expédition de 23,6 t d'accumulateurs au plomb (16 06 01*) du 19/04/2021 vers Albalate del Arzobispo en Espagne. Pas de remarque concernant ce document.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Admissibilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > I.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> Visite de l'installation : présence d'un portique de contrôle de la radioactivité des chargements entrants.  L'exploitant dispose du rapport de vérification et d'étalonnage de ce portique réalisé par la société SAPHYMO en date du 03/03/2022. Il déclare que ces opérations sont réalisées selon une fréquence annuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Procédure d'information préalable

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > II.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet [...] ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. <ul style="list-style-type: none"><li>- source (producteur) et origine géographique du déchet ;</li><li>- informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;</li><li>- données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;</li><li>- apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ;</li><li>- code du déchet [...] ;</li></ul> [...] - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; <ul style="list-style-type: none"><li>- au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri.</li></ul>
<b>Constats :</b> Certains déchets admis en 2021 ne sont pas accompagnés d'une fiche d'information préalable à leur admission.
<b>Observations :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter la fiche d'information préalable à l'admission (FIPA) des déchets qui lui ont été remis en 2021 par le CFAI Centre à Amboise (37).  L'exploitant dispose néanmoins de trois FIPA, datées du 05/01/2022, concernant les déchets qui lui sont apportés par la société AUCHAN RETAIL LOGISTIQUE. Ces FIPA sont complètes et n'appellent pas de remarque.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Procédure d'admission

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > III.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- vérifie l'existence d'une information préalable [...] en cours de validité ; [...]</li><li>- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre [...]</li><li>- réalise un contrôle visuel [...]</li><li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux, le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception.</li></ul> Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut.
<b>Constats :</b> La procédure d'admission des déchets est incomplète. Par ailleurs, l'exploitant n'a pas à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente sa procédure d'admission des déchets. Elle précise que l'exploitant : <ul style="list-style-type: none"><li>- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre ;</li><li>- réalise un contrôle visuel ;</li><li>- délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site.</li></ul> Toutefois, elle ne précise pas que l'exploitant vérifie l'existence d'une information préalable en cours de validité.  En outre, l'exploitant reçoit des déchets d'équipements électriques et électroniques. Toutefois, l'exploitant n'a pas à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Attestation de valorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article D. 543-284
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Les exploitants d'installation mentionnés au troisième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qui leur ont été confiés l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p> <p>Les intermédiaires mentionnés au quatrième alinéa de l'article D. 543-282 délivrent chaque année, avant le 31 mars, aux producteurs ou détenteurs de déchets leur ayant cédé des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre l'année précédente une attestation mentionnant les quantités exprimées en tonnes, la nature des déchets qu'ils ont collectés séparément l'année précédente en vue de leur valorisation et leurs destinations de valorisation finale.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant ne reçoit pas systématiquement d'attestation de valorisation des déchets de papier, de métal, de plastique, de verre, de bois, de fraction minérale et de plâtre qu'il expédie. Par ailleurs, il n'est pas en mesure de justifier qu'il délivre systématiquement de telles attestations aux producteurs des déchets qu'il reçoit.
<b>Observations :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'attestation de valorisation relative aux déchets de métaux qu'il a expédié vers la société INOREC en 2021.  L'exploitant déclare qu'il délivre des attestations de valorisation des déchets 7 flux aux producteurs des déchets. Toutefois, il ne conserve pas de copie desdites attestations et n'est pas en mesure de présenter ladite attestation en ce qui concerne les déchets de métaux que le CFAI Centre lui a remis.  L'exploitant présente la dernière attestation de valorisation de déchets de carton et de métaux qu'il a établie à l'attention de la société SODIMAVI en date du 15/03/2022 (elle est à sa disposition car il l'a envoyée récemment par courriel). Pas de remarque concernant ce document.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Hauteur d'entreposage des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > IV.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.). La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> L'exploitant est en mesure d'estimer le volume des déchets en comparant la hauteur stockée à celle des murs des cases (2 m).  Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>- elle est située à plus de 100 m d'un bâtiment à usage d'habitation : la hauteur de stockage des déchets est donc limitée à 6 m ;</li><li>- la hauteur de stockage maximale constatée est de l'ordre de 5 m au niveau des cases des déchets à trier.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Aires de circulation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 7.2.2.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les aires de circulation doivent être étanches et nettoyées chaque fois qu'elles seront souillées.
<b>Constats :</b> La dalle recouvrant les aires de circulation est dégradée et présente des défauts d'étanchéité. En outre, les aires de circulation sont encrassées.
<b>Observations :</b> Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>- le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est revêtu d'une dalle béton ;</li><li>- la dalle précitée présente, notamment au niveau des aires de circulation et d'entreposage des déchets, de nombreuses zones de détérioration (faïençage, forte fissuration, nids de poule), dont certaines présentent des défauts d'étanchéité évidents ;</li><li>- les aires de circulation sont fortement encrassées au niveau de la zone de tri et d'entreposage des DIB et des déchets de métaux.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Aires d'entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 1.2.2.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> - Déchets Industriels Banals (DIB) hors déchets métalliques : [...] sur sol étanche ; - Déchets métalliques : [...] sur sol étanche.
<b>Constats :</b> La dalle recouvrant les aires d'entreposage des déchets industriels banals et des déchets métalliques est dégradée et présente des défauts d'étanchéité.
<b>Observations :</b> Visite de l'installation : - le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est revêtu d'une dalle béton ; - la dalle précitée présente, notamment au niveau aires d'entreposage des déchets industriels banals et des déchets métalliques, de nombreuses zones de détérioration (faïençage, forte fissuration, nids de poule), dont certaines sont susceptibles de remettre en cause son étanchéité.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Réseaux de collecte des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 4.2.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs [du] bon état [des réseaux de collecte des effluents][...].
<b>Constats :</b> Les réseaux de collecte des effluents sont encrassés et ne sont pas maintenus en bon état.
<b>Observations :</b> Visite de l'installation : - le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est revêtu d'une dalle béton ; - présence, sur la dalle précitée, d'avaloirs permettant de recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement, toutefois certains de ces avaloirs sont encrassés.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Opérations de tri des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 > V.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> Visite de l'installation : pas de défaut de tri constaté dans les cases contenant des métaux triés.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Localisation des risques.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 6.2.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du danger (incendie, explosion ou émanation toxique). Ce danger est signalé. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant l'emplacement de ces différentes zones.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le plan sur lequel il a reporté les zones de danger internes à son établissement et les risques afférents à ces zones.  Visite de l'installation : - le plan précité est affiché à proximité de l'accueil du site ; - des panneaux sont placés à l'entrée des zones de danger. Ils rappellent les risques liés à ces zones et les consignes à respecter.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Protection contre la foudre.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 6.3.4.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes, ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.
<b>Constats :</b> L'exploitant ne fait pas réaliser les vérifications relatives à ses dispositifs de protection contre la foudre.
<b>Observations :</b> Précédente inspection : suite aux conclusions de l'analyse de risque foudre, l'exploitant doit réaliser une étude technique afin de définir précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection à mettre en œuvre ainsi que les modalités de vérification et de maintenance.  L'exploitant présente le rapport de l'étude technique réalisé par la société BCM FOUDRE en date du 21/01/2020. Ce rapport préconise l'installation de parafoudres au niveau du TGBT et du tableau divisionnaire du local de stockage. Il précise également les modalités de maintenance et de vérification de ces dispositifs (vérification annuelle tous les ans et complète tous les deux ans).  L'exploitant présente la facture du 18/06/2020 concernant l'installation des parafoudres précités. Toutefois, il n'est pas en mesure de présenter le rapport de leur vérification visuelle qui devait être effectuée en 2021. Il déclare qu'il est en train de passer le marché relatif à ces vérifications.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 6.5.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est. associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;</li><li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li></ul> [...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"><li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;</li><li>- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.</li></ul>
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> Examen des rétentions associées aux fluides issus des VHU : <ul style="list-style-type: none"><li>- présence de conteneurs (capacité maximale de 2,8 m<sup>3</sup>) de fluides dans la zone de dépollution (carburants et huiles usagés, liquides de refroidissement et de freins, lave-glace). Ils sont associés à une rétention métallique de 2,25 m<sup>3</sup> (6 x 2,5 x 0,15) ;</li><li>- présence de trois conteneurs de capacité maximale 1 m<sup>3</sup> contenant des huiles usagées, du lave-glace et du liquide de refroidissement. Ils sont associés à une rétention métallique de 1,5 m<sup>3</sup> (3 x 1 x 0,5).</li></ul> Par ailleurs, un tableau précisant les incompatibilités entre produits est affiché sur l'aire de dépollution. Pas d'incompatibilité entre produits associés à la même rétention constatée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 6.3.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification, par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.
<b>Constats :</b> Pas de non-conformité constatée.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le rapport de contrôle de son installation électrique par thermographie (Q19) n° 962SA/21/5068 réalisé par SOCOTEC en date du 24/11/2021. Il ne mentionne pas d'anomalie.  L'exploitant présente le rapport de vérification périodique de son installation électrique n° 962SA/21/1535 réalisé par SOCOTEC en date du 23/04/2021 : présence de deux observations. L'exploitant présente la facture du 21/09/2021 correspondant aux travaux de résorption de ces déficiences.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Désenfumage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 7.2.3.2 > 1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> Le bâtiment est équipé, en partie haute, de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (exutoire de fumée).
<b>Constats :</b> Le bâtiment de stockage n'est pas équipé de dispositifs de désenfumage.
<b>Observations :</b> Visite du bâtiment de stockage : absence de dispositifs de désenfumage.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Moyens d'intervention contre un incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 6.6.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques définie dans l'étude des dangers. Il dispose notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un RIA ;</li><li>- d'un poteau d'incendie d'un débit de 212 m<sup>3</sup>/h</li><li>- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li><li>- de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.</li></ul> Les moyens de lutte contre l'incendie comportent également un réseau public ou privé alimentant, à raison de 60 m <sup>3</sup> /h au minimum, 1 poteau d'incendie normalisé situé à moins de 200 m de l'établissement.
<b>Constats :</b> L'établissement n'est pas doté d'un RIA. En outre, le poteau incendie du site délivre un débit inférieur à 212 m <sup>3</sup> /h.
<b>Observations :</b> Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>- absence d'un RIA ;</li><li>- présence d'un poteau d'incendie, toutefois, d'après le dernier rapport de vérification de ce poteau, il délivre un débit maximal de 125 m<sup>3</sup>/h et de 117 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar ;</li><li>- présence d'une bouche incendie communale à l'entrée du site ;</li><li>- par sondage : présence d'extincteurs dans le bâtiment de stockage. D'après le dernier rapport de vérification de ces dispositifs, il dispose de 15 extincteurs répartis sur son site ;</li><li>- présence d'une réserve de sable meuble (quantité estimée : 100 l) et d'une pelle dans le bâtiment de stockage.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle : Confinement des eaux potentiellement polluées par un sinistre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 4.2.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> Un dispositif d'obturation permet de confiner sur le site les eaux d'incendie affectant l'ensemble des bâtiments et installations. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.
<b>Constats :</b> L'exploitant n'est pas en mesure de confiner sur le site les eaux d'extinction potentiellement polluées lors d'un sinistre.
<b>Observations :</b> Visite de l'installation : <ul style="list-style-type: none"><li>- les eaux et fluides recueillis par les avaloirs sont dirigés vers un poste de relevage situé en amont du décanteur/déshuileur. Présence, sur les canalisations de refoulement, de deux vannes quart de tour permettant d'isoler hydrauliquement le site ;</li><li>- en cas d'incendie, le débit total des poteaux incendie à mobiliser est de 272 m<sup>3</sup>/h (212 + 60 m<sup>3</sup>/h), soit 544 m<sup>3</sup> en deux heures. Absence de bassin permettant de confiner sur le site les eaux d'incendie.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription



**Nom du point de contrôle :** Vérification des moyens d'intervention.

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/04/2010, article 6.6.2.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. [...] Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant doit transmettre le rapport de vérification du poteau incendie communal sur lequel il appuie sa défense incendie.
<b>Observations :</b> L'exploitant présente le rapport de vérification de ses extincteurs réalisé par la société Gestion Protection Sécurité en date du 09/12/2021 : pas d'observations relevée.  L'exploitant présente le rapport de vérification de son poteau incendie interne réalisé par la société Gestion Protection Sécurité en date du 25/10/2021 : le débit mesuré est de 125 m <sup>3</sup> /h au maximum et de 117 m <sup>3</sup> /h sous 1 bar (cf. point de contrôle relatif à l'article 6.6.1 de l'arrêté préfectoral du 29/04/2010).  L'exploitant n'est pas en mesure de présenter le rapport de vérification du poteau incendie communal sur lequel il appuie sa défense incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet